

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Amerique-Latine-La-retraite-imperiale-s-accelereRaul-Zibechi>

Amérique Latine La retraite impériale s'accélèreRaúl Zibechi

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : vendredi 25 septembre 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En peu de jours se sont succédé deux faits qui révèlent que, dans de petits pays latinoaméricains précédemment subordonnés à Washington, l'ex-superpuissance ne contrôle plus pas même ceux qui ont été ses solides alliées pendant des décennies. Les récents événements du Paraguay et du Honduras montrent que la retraite impériale de sa cour arrière s'accélère au cours de l'actuelle crise systémique.

Le gouvernement de Fernando Lugo a décidé de suspendre le programme « Nouveau Horizon » du Commando Sud, qui prévoyait de déployer 400 soldats sous forme d'actions « humanitaires ». La présence militaire étrangère au Paraguay a toujours été repoussée par les mouvements paysans et sociaux, mais aussi par la diplomatie brésilienne qui n'a jamais vu d'un oeil le déroulement de manoeuvres dans des zones chaudes comme le barrage frontalier d'Itaipú, responsable de 20% de l'énergie que consomme la huitième puissance industrielle de la planète.

La décision du Lugo fut expliquée en vertu de la « nouvelle scène internationale en termes de défense, de sécurité et de souveraineté », et le président lui-même a assuré de l'importance des débats qui ont eu lieu au sein d'Unasur dans sa décision, où a-t-il ajouté « la présence des soldats étasuniens dans la région fut très controversée ».

La réponse de l'ambassadrice de Washington à Asunción, Liliana Ayalde, qui a qualifié de la décision de « lamentable », reflète l'impuissance impériale face à celui qui était l'un de ses alliés les plus serviles pendant huit décennies. Elle s'est limitée à démentir que la présence de troupes étasuniennes au Paraguay ont une relation avec des travaux de renseignements liés à l'Aquifère Guarani, l'une des plus grandes réserves d'eau douce de la planète. N'ont pas eu plus d'impact ses mentions concernant les oeuvres sociales construites par les soldats du Commando Sud ni leurs opérations sanitaires.

La Campagne pour la Démilitarisation des Amériques (CADA) et la Serpaj-Paraguay ont dénoncé les opérations Medrete (Exercice d'Entraînement d'Aptitude Médicale, selon leurs initiales en anglais) comme une forme d'ingérence dans le pays. Des groupes d'une demi centaine de soldats du Commando Sud s'enfonçaient jusque dans des villages lointains, en particulier dans les zones de conflit pour la propriété de la terre, où en plus de distribuer des médicaments et des lunettes, ils interrogeaient la population et entraînaient les agents ruraux liés avec des propriétaires terriens. La présence militaire étasunienne au Paraguay a été interprétée comme faisant partie d'un vaste plan de contrôle d'une zone stratégique qui a mené Washington, dans les années 80, à construire, à seulement 200 kilomètres de la Bolivie, la base de Mariscal Estigarribia, d'où peuvent opérer des avions B-52, Hercules C-130 et C-5 Galaxy. Avec la décision de Lugo ont pris fin ces manoeuvres avec des soldats qui jouissaient de l'immunité diplomatique, et l'accès de Washington à la région fait un pas en arrière.

Le surprenant retour de Manuel Zelaya à Tegucigalpa et son entrée à l'ambassade du Brésil placent le pays de Lula en première ligne dans la crise provoquée par les putschistes. Il s'agit d'un succès remarquable de la diplomatie brésilienne qui laisse en mauvaise posture le gouvernement de Barack Obama, qui verse entre l'impuissance et la tolérance vers les putschistes.

Lula a porté le sujet à l'assemblée des Nations Unies et s'est permis de convoquer le Conseil de Sécurité pour qu'il prenne position dans le sujet. L'action conjointe Zelaya-Itamaraty (avec l'appui vénézuélien), a fait bouger la scène politique régionale et l'Hondurien a mis pour la première fois sur la défensive les putschistes, qui commencent à commettre des erreurs, fruits du désespoir, et il a forcé à la communauté internationale à s'activer après des semaines d'une léthargie dangereuse.

Sur le plan interne, le peuple hondurien, principal acteur dans la résolution de cette crise, semble avoir pris bonne note des difficultés que traversent les putschistes et a accru sa mobilisation, en forçant les usurpateurs à montrer leur côté plus répressif. Sur le plan international, le cercle passif des précédentes semaines cède le pas à des

condamnations et à des initiatives plus radicales.

La partition remarquable du Brésil, placé maintenant au centre de la scène internationale, contraste avec la pauvre partition jouée par l'administration Obama qui s'est limitée à faire de simples déclarations et prendre des mesures symboliques comme le refus d'accorder des visas aux putschistes. Obama semble doublement figé : par la situation interne de son pays, où la droite la plus récalcitrante fait barrage à son gouvernement et menace bloquer des réformes basiques comme celle de la santé, et par sa détérioration croissante comme puissance globale. Les États-Unis sont ignorés par les putschistes de droite et les gouvernements démocratiques, parce que leur légitimité pour dessiner l'ordre global est remis en question.

L'image de Zelaya saluant son peuple depuis le balcon de l'ambassade du Brésil est si ineffaçable comme les applaudissements unanimes que Lula a récoltés à l'Assemblée Générale de l'ONU. Derrière la demande de remplacement immédiat du président hondurien, se sont alignés l'Union Européenne, les gouvernements les plus tièdes de la région et jusqu'à la Maison Blanche. Indépendamment de comment la crise hondurienne sera résolue, Lula et le chancelier Celso Amorim sortiront renforcés et avec eux le rôle de puissance du Brésil.

Il est évident que les trous que le rôle déclinant des États-Unis laisse dans la région, l'étoile ascendante du Brésil commence à les occuper. Les accords politiques et militaires passés avec la France lui permettent de disposer maintenant d'un allié solide pour atteindre le siège désiré au Conseil de Sécurité de l'ONU. Ce nouveau rôle a aussi un coût. Le Brésil continuera à être un allié de Washington, avec lequel il n'a pas la moindre intention de rompre, pour garantir son autonomie et pour avoir les mains plus libres dans la région sudaméricaine sans souffrir de l'obstruction frontale des États-Unis. Pour plusieurs de ses voisins, le changement sera à peine perceptible, étant donné que la puissance ascendante se comporte comme un « sous-impérialisme », comme l'a remarqué Rui Mauro Marini déjà il y a trois décennies.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

[La Jornada](#) . Mexique, le 25 septembre 2009.